

Pour nos enfants Montréal
Soumission à la Consultation publique
sur la feuille de route montréalaise pour une économie circulaire

Introduction

Nous sommes un groupe de familles qui travaillent ensemble pour la justice climatique à Tiohtià:ke (Montréal). Nous sommes des parents et des grands-parents qui travaillent ensemble au niveau municipal, provincial, fédéral et international pour assurer un monde sûr, sain et juste à nos enfants. Dans le cadre de cette consultation publique sur l'économie circulaire pour la Ville de Montréal, nous nous adressons également à vous en tant que consommateurs, clients, contribuables et gestionnaires de nos maisons et de nos familles.

Nos suggestions

Nous pouvons imaginer de nombreuses façons de rendre l'économie montréalaise plus circulaire. Cependant, dans un souci de concision et d'efficacité, nous concentrons notre opinion sur quatre domaines dans lesquels nous pensons pouvoir nous exprimer avec autorité.

Gouvernance : Réglementation et communication

Les chefs d'entreprise ont reconnu que les incitations ne suffisent pas et que des mandats gouvernementaux sont nécessaires pour déloger les anciens systèmes de l'offre et de la demande. L'incendie tragique d'AirBnB dans la vieille ville a montré que la ville de Montréal peut exercer une pression efficace sur les grandes entreprises pour qu'elles modifient leur comportement irresponsable. Nous exhortons la Ville de Montréal à utiliser toutes ses ressources - en particulier celles liées à la réglementation et à la communication - pour éteindre le feu du changement climatique avant qu'il ne brûle l'avenir de nos enfants. La transition vers une économie circulaire est un grand pas dans la bonne direction - merci à tous ceux qui travaillent dans ce sens.

Nous demandons à la ville de Montréal d'utiliser la réglementation pour mettre fin aux pratiques de gaspillage dans le secteur des affaires. Par exemple, l'interdiction des [plastiques à usage unique](#) récemment promulguée pourrait être étendue au-delà des restaurants et des épicerie à tous les points de vente de la ville, et les points de vente d'appareils électroménagers et électroniques pourraient être tenus d'intégrer dans leurs plans d'affaires des plans de location compétitifs ainsi que la réparation, la remise à neuf et le recyclage des produits.

La communication est d'une importance capitale pour l'économie circulaire, et l'un des messages les plus importants à faire passer est que la réduction de la consommation passe avant la réutilisation, le recyclage et l'augmentation de l'efficacité matérielle et énergétique.

Une politique innovante que la ville de Montréal peut mettre en place pour décourager la surconsommation est l'interdiction de la publicité à forte teneur en carbone sur les terrains de

la ville. Cette interdiction concernerait les publicités pour les produits à base de combustibles fossiles, les véhicules à essence (y compris les voitures surdimensionnées telles que les VUS), les vols et d'autres produits à forte teneur en carbone.

Parallèlement à cette interdiction, une campagne de sensibilisation du public aux alternatives à faible émission de carbone est nécessaire. La ville dispose de bibliothèques d'outils, d'options de covoiturage et de zéro déchet qui sont sous-utilisées parce que les habitants ne les connaissent pas. Nous suggérons la création d'une bibliothèque de ressources sur l'économie circulaire pour les habitants, qui comprendrait un répertoire des entreprises et des initiatives citoyennes en matière d'économie circulaire. Un guide des citoyens sur les actions efficaces en matière d'économie circulaire les aiderait à se débarrasser de l'écoblanchiment et de la désinformation des entreprises. Le financement d'événements artistiques participatifs permettant aux enfants et aux adultes d'utiliser de manière créative des objets recyclés peut être un autre moyen amusant et accessible d'impliquer le public et d'informer plus largement.

En outre, nous proposons des groupes de discussion de citoyens et une consultation pour mieux identifier, comprendre et éliminer les obstacles à la consommation durable de l'économie circulaire par les ménages. Par exemple, les magasins et les pratiques « zéro déchet » ont gagné en popularité, mais les clients ne profitent pas des économies réalisées grâce à la réduction des emballages. Une fois les obstacles identifiés, la Ville peut s'efforcer d'y remédier par le biais de mécanismes tels que des subventions et d'autres formes de soutien.

Nous soutenons également des initiatives telles que l'atelier [Fresque du Climat](#), qui a enseigné à plus d'un million de personnes les aspects clés des rapports du GIEC, tandis qu'un autre atelier a été développé pour enseigner [l'économie circulaire](#). En se concentrant sur les résultats scientifiques pertinents, il enseigne à des groupes de 4 à 8 participants pourquoi la circularité est nécessaire et ce qu'elle implique.

En tant que propriétaires et consommateurs, nous considérons le secteur de la construction et de la rénovation comme un domaine clé où le gouvernement peut utiliser la réglementation et la communication pour faciliter l'économie circulaire. Nous soutenons les arrondissements qui intègrent l'efficacité énergétique, le zéro déchet et d'autres considérations écologiques dans le processus de délivrance des permis. Certains arrondissements, comme [Outremont](#) et [Saint-Laurent](#), ont adopté des lignes directrices « vertes », mais les citoyens n'ont pas facilement accès à des renseignements détaillés sur la façon de tirer parti de l'économie circulaire dans le cadre de projets de rénovation domiciliaire. En collaboration avec divers partenaires (provinciaux et fédéraux), la ville offre une aide financière pour de tels projets, une initiative qui doit être élargie pour permettre à tous les résidents de Montréal d'y participer.¹

Nous applaudissons les plans de la Ville en matière de circularité et de réduction des émissions pour les entreprises et les grands propriétaires immobiliers, comme en témoignent cette consultation publique et la Feuille de route Vers des bâtiments montréalais zéro émission dès

¹ <https://montreal.ca/articles/renovations-quoi-faire-avant-pendant-et-apres-vos-travaux-2775>;
<https://montreal.ca/articles/la-reduction-de-lutilisation-des-energies-fossiles-un-plus-pour-vos-batiments-8738>

2040. Cependant, en tant que propriétaires et locataires, nous sommes impatients de recevoir le soutien décrit dans l'Action 28 du [Plan Climat \(2020-2030\)](#) pour nous aider à trouver la meilleure voie à suivre pour améliorer le confort et l'efficacité de nos maisons. Nous voulons pouvoir accéder facilement à des matériaux renouvelables, recyclés, durables et non toxiques, et savoir sur quelles entreprises locales nous pouvons compter pour nous fournir ces matériaux.

Le rôle du secteur privé est crucial dans la mise en œuvre d'une économie circulaire ; cependant, le gouvernement municipal devrait se lancer avec ambition dans l'introduction de l'économie circulaire dans nos services et institutions publiques (par exemple, l'eau, les soins de santé et les écoles) comme exemple de la façon dont cela peut réduire les émissions, les déchets et les coûts.

L'eau

Une approche de l'eau fondée sur l'économie circulaire peut réduire de 53 % la consommation d'eau provenant des ressources primaires, a constaté le Forum économique mondial dans un [rapport](#) datant de 2021. Le monde est en pleine pénurie d'eau, avec 1,42 milliard de personnes vivant dans une situation de pénurie d'eau élevée ou extrêmement élevée.

« Notre consommation d'eau au cours des dix prochaines années va s'aggraver considérablement », a déclaré Rebecca Petrin, directrice exécutive d'Eau Secours, dans un rapport du CP, avertissant que « certaines municipalités manqueront d'eau ».

Alors que 72 % des prélèvements d'eau sont effectués par l'industrie agricole, l'ONU a constaté que les municipalités représentent 16 % des prélèvements, et l'industrie 12 %. Dans la ville de Montréal, l'utilisation industrielle représente [33 %](#) de la consommation totale d'eau.

Encourager la réutilisation de l'eau est au cœur des économies circulaires et peut contribuer de manière significative aux ambitions de Montréal en matière d'économie circulaire. D'autres municipalités se sont attaquées énergiquement à l'utilisation de l'eau : Lisbonne [utilise](#) plus largement l'eau recyclée pour divers usages non potables, tandis que New York a [mis en œuvre](#) un programme visant à remplacer des dizaines de milliers d'appareils sanitaires inefficaces afin de limiter le gaspillage d'eau, et a lancé des projets d'utilisation rationnelle de l'eau dans les parcs, les hôpitaux et les écoles.

Montréal peut améliorer son efficacité en matière de consommation d'eau en révisant et en augmentant la tarification au volume récemment adoptée pour les bâtiments non résidentiels, si la province poursuit [sa politique de redevances peu élevées pour les groupes industriels](#).² Rendre l'eau plus coûteuse incitera les entreprises à adopter des technologies de recyclage de l'eau, à modifier leurs procédés et à réparer les équipements qui fuient. Les eaux usées industrielles peuvent être redirigées et réutilisées pour le lavage, le rinçage, le placage, la

² Quebec currently charges between \$2.50 per million litres to \$70 per million litres, a rate less than Ontario and far less than Italy (\$2,000 per million) and Denmark (\$10,000).

pulvérisation, le revêtement, l'alimentation en eau des chaudières, l'alimentation des tours de refroidissement et les systèmes d'extinction des incendies.

Nous encourageons également la ville à passer à un système de facturation au compteur plutôt qu'à un système de facturation forfaitaire pour les résidents afin d'encourager la responsabilité personnelle et les pratiques efficaces. Cela garantira également la transparence dans la manière dont le coût de l'eau est réparti entre les secteurs industriel et résidentiel, ce qui s'est avéré dans le passé favoriser l'industrie.³

Enfin, nous encourageons la Ville à capitaliser sur le succès de ses programmes d'allées vertes en adoptant l'approche « verte et bleue », qui intègre la collecte des eaux de pluie et des eaux grises pour soutenir le verdissement des espaces urbains.⁴ Il s'agit d'une occasion en or pour la Ville de s'appuyer sur un programme populaire, tout en répondant au changement climatique, en réduisant les coûts liés à l'eau et en limitant l'entrée des eaux de ruissellement polluées dans le fleuve Saint-Laurent.

Soins de santé

Le secteur de la santé émet 4,6 % à 5,2 % de toutes les émissions de gaz à effet de serre au Canada. Les établissements médicaux peuvent servir d'exemple pour la réduction des émissions de GES et des déchets, en collaborant avec le secteur privé et sous l'égide des autorités municipales et provinciales.

Le secteur peut accroître sa durabilité en limitant ses achats à ceux qui comportent peu ou pas d'emballage, en se montrant plus sélectif en matière d'approvisionnement alimentaire, en recyclant la chaleur et l'eau, en optimisant le recyclage des plastiques et en quantifiant la récupération d'énergie.

Nous pouvons maximiser la récupération d'énergie en réutilisant l'excès de chaleur produit par le refroidissement et le chauffage de l'air et de l'eau. Ces matériaux recyclés peuvent être utilisés dans la récupération de la chaleur du flux d'air, où l'air chauffé par les sources de chauffage, les lumières ou d'autres processus est capturé et réutilisé pour chauffer ou refroidir le bâtiment. Les hôpitaux peuvent également utiliser des échangeurs de chaleur eau-eau, qui récupèrent l'eau chauffée des cuisines, de la blanchisserie et des opérations de stérilisation pour chauffer l'établissement de santé. Les nouveaux hôpitaux construits dans la ville doivent intégrer ces technologies de récupération d'énergie ; cependant, les plans de construction de l'hôpital de Lachine ne prévoient actuellement aucune de ces mesures d'économie d'énergie.

Bien que la consommation d'énergie soit le principal facteur de l'empreinte environnementale des soins de santé, les déchets constituent également un sujet de préoccupation important. Selon une étude réalisée en 2019, moins de 9 % de ce qui est recyclable est recyclé dans nos

³ Minardi, J-F. (2010, May). [The management of water services in Montreal](#). Alert: Market Solutions to Public Policy Problems. The Fraser Institute.

⁴ See <https://www.ruellesbleuesvertes.com/accueil/l-alliance-rbv/> for more information.

établissements de santé. Les hôpitaux peuvent améliorer ces taux en recrutant des responsables chargés de réduire les émissions et les déchets, et qui se concentrent sur l'achat de matériaux avec un minimum d'emballage, en réintroduisant des produits réutilisables comme les articles de cuisine (par exemple, les ustensiles de cuisine, les assiettes) et en introduisant le compostage à grande échelle. Ces actions ont été menées avec succès dans de nombreux établissements de santé canadiens et internationaux au cours des dernières décennies.⁵

La nourriture dans les établissements de santé est une autre source de déchets et d'émissions. Cela comprend les émissions liées à la livraison et à la cuisson, ainsi que le rejet des aliments inutilisés dans notre flux de déchets, car la plupart des établissements de Montréal n'ont pas de système de compostage. Nous avons un certain nombre d'initiatives alimentaires, notamment Delipappilles et [Nourish](#), qui offrent déjà des aliments locaux durables et cultivés localement à un hôpital de Montréal (c.-à-d. St-Justine) et qui devraient être appliquées à tous les hôpitaux afin de réduire la quantité de déchets alimentaires et de fournir des aliments plus nutritifs avec moins d'empreinte.

L'éducation

Une transformation radicale du secteur de l'éducation est nécessaire pour que les écoles jouent leur rôle dans la lutte contre la crise du climat et de la nature. Il est essentiel de s'orienter vers le développement d'écoles durables, où la durabilité est intégrée à la fois dans l'éducation à l'environnement et dans l'exploitation d'une économie circulaire sans déchets dans les écoles et les campus.

L'éducation sur les sujets environnementaux est essentielle pour que les citoyens comprennent ce qui ne va pas dans notre système actuel et pourquoi une économie circulaire est nécessaire. Cependant, les enseignants ne disposent pas des capacités supplémentaires pour concevoir, distribuer et mettre en œuvre de nouveaux programmes. Il est urgent de développer une approche descendante menée par les autorités locales, intégrant une stratégie avec des responsabilités claires, un financement, une formation et des outils de mesure.

Nous proposons la création d'un coordinateur des écoles de l'économie circulaire qui serait nommé au niveau municipal, afin de mettre en relation les éducateurs et les administrateurs des écoles des zones métropolitaines avec les services municipaux, les entreprises sociales, les entreprises locales à vocation écologique et (surtout) entre eux. Ce coordinateur assurerait la liaison entre le gouvernement municipal, les commissions scolaires locales, le département de l'éducation et les éducateurs individuels afin de fournir et de distribuer des plans de cours liés à l'économie circulaire de Montréal, d'aider les écoles à trouver des programmes attrayants pour les élèves, d'étendre la culture environnementale, d'accroître l'efficacité et de réduire les déchets dans l'environnement scolaire et, de manière générale, de faciliter l'intégration des écoles dans l'économie circulaire de Montréal.

⁵ <https://greenhealthcare.ca/ghs/>

Pour mettre en œuvre une économie circulaire zéro déchet dans les écoles et sur les campus, les autorités municipales doivent s'attaquer à plusieurs problèmes. L'efficacité énergétique est essentielle pour améliorer l'économie circulaire dans les écoles. Il est nécessaire de créer des réseaux de chaleur décentralisés efficaces sur le plan énergétique et de poursuivre la mise en place de systèmes de rénovation. Le système scolaire municipal devrait également envisager d'équiper les bâtiments scolaires d'isolants, de pompes à chaleur, de panneaux solaires et d'éclairages LED.

La gestion des déchets et le recyclage doivent également être considérés comme des priorités. Les écoles et les conseils scolaires devraient insister sur la nécessité d'emprunter, d'échanger, de réparer, d'économiser et de fabriquer des fournitures pour toutes les activités. Les écoles devraient également mettre en place des « programmes de réutilisation » pour les uniformes scolaires, les manteaux, les chaussures, les équipements de football et les tenues de fête.

Afin d'encourager un engagement plus large, des programmes visant à apprendre aux étudiants, aux enseignants et à la communauté à « réutiliser et réparer » devraient être créés pour les vieux vêtements et les appareils électroniques.

Les écoles devraient également prendre des mesures ciblées pour réduire la consommation d'eau et le gaspillage alimentaire. Les établissements d'enseignement peuvent être encouragés à améliorer la restauration scolaire et à faire de la réduction des emballages et des déchets alimentaires une priorité absolue.

Conclusion

Alors que les risques de dérèglement climatique deviennent de plus en plus imminents, les gouvernements et les entreprises du monde entier doivent adapter leurs institutions et leurs systèmes à la nouvelle réalité climatique. Montréal peut consolider sa réputation d'écoville de premier plan en allant encore plus loin et en transformant son secteur des affaires ainsi que ses services publics et ses institutions grâce à un plan d'économie circulaire ambitieux et de grande envergure.